



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYLVAMO

BP 1

87720 Saillat-Sur-Vienne

Références : UiD872026-
Code AIOT : 0006000385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SYLVAMO implanté BP 1 87720 Saillat-sur-Vienne. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYLVAMO
- BP 1 87720 Saillat-sur-Vienne
- Code AIOT : 0006000385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SYLVAMO (ex International Paper) fabrique sur la commune de Saillat-sur-Vienne de la pâte à papier selon le procédé KRAFT. La pâte à papier blanchie est soit transformée en papier d'impression-écriture (ramettes) directement sur le site, soit vendue à l'extérieur.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Certains points sont à améliorer concernant le suivi des prestations d'inspection réalisée au titre du PM2I et la formalisation de contrôle d'une tuyauterie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
Prescription contrôlée : 4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre le plan de modernisation des installations industrielles prévue à l'arrêté ministériel du 4/10/2010. Il a établi un programme et rédigé des plans d'inspection. Concernant le bac 38 T 603, le plan d'inspection mentionne, pour les inspections en exploitation, le contrôle des nœuds de soudure virole/virole avec un échantillonnage correspondant à 50 % des zones accessibles. Le bac est calorifugé et l'exploitant ne prévoit pas la dépose du calorifuge ; en conséquence, ces contrôles ne sont pas réalisés lors des inspections en exploitation. Le plan d'inspection n'apporte pas de précisions sur les zones à décalorifuger. Il est indiqué dans le plan d'inspection du bac 38 T 603 qu'un contrôle visuel de 100 % de l'équipement est réalisé or l'exploitant a indiqué ne pas prévoir de décalorifugeage. Des fissures au dessus des critères d'acceptation du Codres ont été relevées lors de l'inspection hors exploitation réalisée en 2017 du bac 38 T 603 ; l'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement des viroles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : l'exploitant met en cohérence les plans d'inspection avec les pratiques. L'exploitant précise et justifie dans le plan d'inspection les zones à décalorifuger au regard des modes de dégradation potentiels (corrosion sous calorifuge).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de

guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.
Guide professionnel reconnu DT 94 (6.2 inspection en exploitation et 6.3 inspection hors exploitation)
Constats : L'exploitant a réalisé des visites hors exploitation du bac 38 T 603 en avril 2017 puis en octobre 2022 (rapport de janvier 2023) sans avoir réalisé d'inspection externe détaillée durant cette période. Il a réalisé des réparations en décembre 2017 qui ont duré un mois. L'exploitant a dépassé la périodicité de 5 ans entre deux inspections.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'exploitant veille à respecter les périodicités de contrôle des bacs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Guide professionnel reconnu DT 94 (6.2 inspection en exploitation et 6.3 inspection hors exploitation)
Constats : L'exploitant a réalisé en 2022 une visite hors exploitation du bac 41 T 605 E. Lors de cette inspection, les contrôles géométriques n'ont pas été effectués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°3 : l'exploitant veille à ce que l'ensemble des contrôles soit réalisé lors des inspections. L'exploitant doit en conséquence contrôler l'exhaustivité des contrôles réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant réalise des contrôles des tuyauteries véhiculant des produits dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°4 : L'exploitant doit formaliser dans un plan d'inspection les contrôles réalisés sur une des tuyauteries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Premiers prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]

Constats :

Un bureau d'étude a déterminé les produits de décomposition en fonction des scénarios et en conséquence, les substances à analyser en fonction des différents scénarios accidentels.

L'exploitant a un contrat avec un prestataire pour réaliser les prélèvements et analyses. Des points de prélèvements sont encore à définir. La mise en place de l'astreinte du prestataire pour intervenir en cas de situation accidentelle est prévue pour février 2026.

Type de suites proposées : Sans suite